

branche Famille

Rapport développement durable 2018-2019




Sécurité sociale
La Vie en Plus

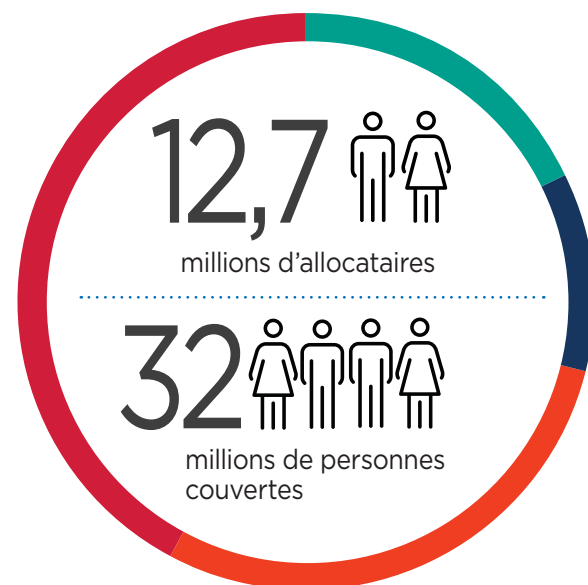


som- maire

La branche Famille en bref	5
Responsabilité de gouvernance	7
Responsabilité environnementale	13
Responsabilité sociale	19
Responsabilité économique	25
Évaluation	29

EN 2018, 90,2 MILLIARDS D'EUROS DE PRESTATIONS VERSÉES

Répartition de l'ensemble
des prestations versées



GÉRÉS PAR 32 700 collaborateurs*
101 Caf et la Caisse nationale

* Correspondant à 31 700 équivalents temps plein en CDI

La branche Famille en bref

Créée en 1967, la branche Famille est constituée de la Caisse nationale des Allocations familiales et de l'ensemble des caisses d'Allocations familiales, elles-mêmes mises en place en 1946. Elle est l'une des cinq branches du régime général de la Sécurité sociale, avec la Maladie, les Risques professionnels, la Retraite et le Recouvrement.

Dans l'immédiat après-guerre, l'objectif est d'améliorer le niveau de vie des familles, d'atténuer les inégalités de revenus et d'accompagner le mouvement de reprise démographique (le *baby-boom*). Dès 1946, un réseau de caisses d'Allocations familiales (Caf) couvre tout le territoire : 101 organismes (dont deux caisses communes de Sécurité sociale). Les Caf sont pilotées, depuis 1967, par la Caisse nationale des Allocations familiales (Cnaf).

Aujourd'hui, la branche Famille couvre trois grands domaines :

- l'accompagnement des familles (allocations familiales, financement des modes de garde individuels et collectifs) ;
- les aides au logement ;
- les prestations de solidarité (minima sociaux, comme le Rsa – remplacé en 2016, dans sa dimension Rsa activité, par la Prime d'activité – ou l'allocation aux adultes handicapés).

Les prestations et les actions financées par les Caf relèvent de deux natures différentes :

- les prestations légales : il s'agit principalement d'aides financières versées sous forme de compléments de revenus (prestations familiales, allocations logement...) ou de revenus de substitution (Aah, Rsa) ;
- les prestations extralégales ou l'action sociale, qui prennent différentes formes : aides à l'investissement et au fonctionnement d'équipements et de services (crèches, centres sociaux), accompagnement social des familles en difficulté (aides aux vacances, naissances multiples), soutien à la parentalité...

Le financement des prestations versées par la branche Famille provient principalement des cotisations réglées par les employeurs, d'impôts et de produits affectés [comme une partie de la contribution sociale généralisée (Csg)] ou du financement de certaines prestations par l'État (Aah et Prime d'activité) ou les départements (Rsa).

La branche Famille déploie ses actions dans le cadre d'une convention d'objectifs et de gestion (Cog) signée entre la Cnaf et l'État tous les cinq ans.

Responsabilité de gouvernance

Première année de la convention d'objectifs et de gestion 2018-2022 (Cog) signée entre la Cnaf et l'État, 2018 a vu se concrétiser un certain nombre de projets. Entre autres, la réalisation et la diffusion de deux plans d'action pour accompagner la mobilité et réduire les déchets. La branche Famille a poursuivi son implication sociétale dans les territoires et relayé ses actions dans ses différentes publications.

2018 : UNE ANNÉE CHARNIÈRE

2018 est la première année de la mise en application de la feuille de route du développement durable et de la responsabilité sociale des entreprises Rse établie, pour la période 2017-2027, dans le cadre de la nouvelle Cog 2018-2022 signée entre la Cnaf et l'État.

C'est également la dernière année du plan cadre développement durable de la Sécurité sociale, coordonné par l'Union des caisses nationales de Sécurité sociale (Ucanss). Ce dernier sera remplacé, en 2019, par un nouveau référentiel de responsabilité sociétale des organisations (Rso).

LES DIX-SEPT OBJECTIFS DE L'ONU TRADUITS DANS LES PLANS D'ACTIONS DE LA BRANCHE

La branche Famille a inscrit les dix-sept objectifs de développement durable adoptés par l'Organisation des Nations unies (Onu), en 2015, dans sa feuille de route du développement durable et de la responsabilité sociale d'entreprise (Dd-Rse) et a traduit ces objectifs dans ses plans d'action.

Le plan d'accompagnement à la mobilité durable élaboré et diffusé en 2018, à la suite du plan de mobilité, permet ainsi de contribuer à huit des objectifs de l'Onu.



Conformément aux objectifs de la mobilité durable fixés au plan cadre de la Sécurité sociale et au schéma directeur du développement durable de la Branche, les actions de mobilité de celle-ci permettent :

- > d'exercer sa responsabilité environnementale (voir le chapitre sur la responsabilité environnementale, p. 15) ;
- > de mettre en œuvre sa responsabilité sociale en prenant en compte les déplacements des collaborateurs, améliorant ainsi la qualité de vie au travail ;
- > de renforcer son rôle d'acteur économique responsable du territoire. La solution de mobilité partagée au sein de la Sécurité sociale, pour laquelle la Cnaf et la Caf de Seine-Maritime ont apporté une large contribution, permet de trouver des solutions interorganismes, voire inter-entreprises, pour optimiser l'utilisation des véhicules ;
- > de partager ses expérimentations avec les autres organismes de Sécurité sociale, les autres établissements publics, les personnels, les allocataires, les partenaires, les habitants d'un territoire.

Le plan de prévention de production des déchets s'articule autour de trois axes :

- > la réduction des déchets ;
- > l'identification, le tri, le recyclage et la valorisation des déchets ;
- > la sensibilisation des salariés.

Ce plan prend en compte l'ensemble des solutions qui concourent aux enjeux environnementaux, économiques et sociaux du développement durable dans les territoires. Il contribue à quatre des objectifs de l'Onu (voir le chapitre sur la responsabilité environnementale, p. 19).



L'IMPLICATION DES CAF DANS LES TERRITOIRES AVEC LES PARTIES PRENANTES

Le développement durable encourage l'association des acteurs concernés par un même projet sur un même territoire (les parties prenantes). L'objectif est de développer, ensemble, des projets de territoires durables alliant faible empreinte écologique, nouveau modèle de développement économique (circuits courts) et social à moindre coût de fonctionnement.

L'alliance des parties prenantes sur un même site géographique a ainsi été préconisée pour réaliser les plans de mobilité et les plans de réduction des déchets.

Autre exemple : la présence des Caf, au 31 décembre 2018, dans les 1068 maisons de service au public (Msap), réparties dans tout le pays. Plusieurs partenaires sont réunis au sein de ces établissements - La Poste, l'Assurance maladie, Pôle emploi, la Caf - afin d'offrir à la population des services de proximité en tenant compte des spécificités du territoire dans lequel ils interviennent.

Enfin, l'action sociale de la branche Famille est un levier important pour mobiliser les parties prenantes autour du développement durable. Des exemples :

- > la prise en compte des critères de développement durable dans les schémas départementaux de services aux familles (Sdsf), les schémas départementaux de l'animation de la vie sociale (Sdavs), des conventions territoriales globales (Ctg) et des contrats enfance et jeunesse (Cej), qui rassemblent les différents acteurs des départements ;
- > le développement des partenariats locaux avec les autres branches de la Sécurité sociale : les Caf travaillent notamment avec les caisses primaires d'Assurance maladie (Cpam) pour accompagner les mères avant et après la naissance du bébé ;
- > l'aide aux usagers dans la transformation numérique, dans les Msap, les Points information médiation multiservices (Pimms), dans les centres sociaux ou grâce au dispositif des Promeneurs du Net, qui sont des professionnels à l'écoute des jeunes sur les réseaux sociaux ;
- > la promotion de l'implication citoyenne des salariés de la Branche et au-delà : notamment à travers le financement des 3000 centres sociaux et espaces de vie sociale dont l'un des objectifs est le développement de la citoyenneté de proximité et des solidarités de voisinage. Au niveau national, la Cnaf finance également une soixantaine de têtes de réseau associatives dont l'objectif est de fédérer et d'appuyer le développement des associations locales ;
- > la bonification des subventions pour des crèches de haute qualité environnementale (Hqe), l'appui aux labellisations écolo-crèche...

En 2018, 58 % des Caf ont réalisé des actions de développement durable sur les territoires avec les acteurs locaux.



Pas-de-Calais : une journée à Loos-en-Gohelle, ville pilote du développement durable

La Cnaf, la Caf du Pas-de-Calais, et la ville de Loos-en-Gohelle (Pas-de-Calais), pilote pour le développement durable, se sont réunies, le 6 novembre 2018, pour évoquer leurs initiatives et imaginer des actions communes. La Caf du Pas-de-Calais a présenté son plan de mobilité qui prévoit d'aménager des bureaux dans les principaux bassins de vie du département. Objectif : passer de 13 % à 30 % de mobilité douce (déplacements à pied, à vélo, en transports en commun, en covoiturage, etc.) pour les déplacements domicile-travail.

Ensuite, des acteurs de l'économie sociale et solidaire de la ville et des responsables de la Caf ont rappelé leurs réalisations communes : « Cybercoin » labellisé en tant qu'espace de vie sociale, maraîchage bio à vocation d'insertion professionnelle, projet d'un espace socioculturel, etc.

Enfin, les équipes de la Cnaf, de la Caf et de la ville de Loos-en-Gohelle ont conclu la journée en dessinant les perspectives d'un développement durable davantage tourné vers l'innovation sociale.

UNE FORTE IMPLICATION AU NIVEAU DE LA SÉCURITÉ SOCIALE ET DU CLUB DÉVELOPPEMENT DURABLE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

En 2018, la branche Famille a largement contribué à l'élaboration d'un nouveau référentiel Rso de l'Ucanss qui succèdera au plan cadre développement durable de la Sécurité sociale.

À ce titre, en partenariat avec la Mutualité sociale agricole (Msa), elle assure l'animation des travaux visant à développer l'implication de l'Institution dans les territoires (2 enjeux - 6 objectifs) ainsi que le pilotage des travaux de la responsabilité économique (3 enjeux - 7 objectifs).

La Branche participe également aux échanges de pratiques entre les organismes de la Sécurité sociale sur le réseau social U-Dd de l'Ucanss, en dehors de la publication, tous les deux mois, d'actualités sur l'état d'avancement des projets dans l'intranet développement durable de la branche Famille.

Par ailleurs, la Cnaf a assisté aux réunions du Club Dd des établissements publics, qui regroupe environ soixante-dix établissements, en présentant notamment son plan de mobilité. Une démarche « regards croisés Rse » a également été engagée entre l'établissement public et Pôle emploi.

UNE DÉMARCHE DE SENSIBILISATION ET DE VALORISATION RENFORCÉE

Le développement durable appelle à la mobilisation de tous mais aussi à une modification comportementale collective.

Conçue en 2017 avec le concours de neuf Caf et du site de la Cnaf de Rennes pour illustrer des réalisations innovantes de la Branche en faveur de l'énergie renouvelable, la mobilité durable, l'économie sociale et solidaire, la qualité de vie au travail, l'exposition itinérante a démarré, en 2018, son tour de France des Caf et de la Cnaf. Quatorze jeux d'exposition ont été prévus, avec une circulation selon le critère de proximité pour réduire l'empreinte environnementale.

Le rapport développement durable 2017, réalisé chaque année avec le concours de dix nouvelles Caf témoignant de leurs actions, a été mis en ligne pour l'ensemble du personnel de la Branche dans *Résonances*, le journal interne des Caf partagé au sein de la Sécurité sociale à travers le réseau social U de l'Ucanss et accessible à tous sur le site Internet caf.fr.

Les différentes publications de la branche Famille ont relayé les campagnes internationales liées au développement durable telles que la semaine européenne du développement durable, la fête de la nature, la semaine de la mobilité, la semaine de l'emploi des personnes handicapées, la semaine de réduction des déchets. Elles se sont fait également l'écho d'événements ponctuels comme la journée de rencontre du 6 novembre 2018 à Loos-en-Gohelle (voir encadré p. 12).

L'action commune d'accompagnement de la Caf de la Gironde et de Pôle emploi de Bordeaux pour les mères de jeunes enfants éloignées du marché du travail, pour faciliter leur insertion, a été particulièrement valorisée : elle a été récompensée aux trophées Rse de Pôle emploi en décembre 2018, dans la catégorie « Égalité professionnelle hommes-femmes ».



Somme : une gouvernance responsable en actions

Pour William De Zorzi, directeur de la Caf de la Somme, « *une gouvernance responsable induit l'intégration systématique des enjeux de développement durable et de responsabilité sociétale dans les processus de décision* ». L'année 2018 a été l'occasion de diffuser le premier rapport développement durable avec les actions menées entre 2015 et 2017. Parmi elles :

- > l'utilisation d'une électricité verte dans tous les bâtiments dans le cadre d'un nouveau contrat fournisseur d'énergie ;
- > la pesée des déchets recyclés (650 kg) ;
- > des places de crèches réservées pour les salariés.

La Caf a aussi développé le don de mobiliers de bureau au bénéfice d'associations locales. De même, le recyclage des déchets informatiques a été confié à une association d'insertion installée à Amiens.

Responsabilité environnementale

La branche Famille a poursuivi, en 2018, ses engagements pour lutter contre le changement climatique. Elle a élaboré et mis en œuvre plusieurs plans d'actions pour réduire son impact environnemental tel que préconisé, en 2015, par le bilan carbone de son activité.

BILAN CARBONE : PLANS D'ACTIONS ET ÉVALUATION

Les résultats et les préconisations du bilan carbone ont donné lieu à la rédaction de plans d'action en matière de mobilité, d'immobilier, de stratégie d'achats et de réduction des déchets ; le tout pour développer des solutions douces, intégrer le bas carbone, maîtriser l'utilisation des ressources naturelles et promouvoir l'alimentation durable.

Les émissions de gaz à effet de serre (Ges) de la branche Famille ont diminué de 9 % entre 2015 et 2018.

UN PLAN NATIONAL D'ACCOMPAGNEMENT À LA MOBILITÉ

Après l'élaboration d'un plan de mobilité* pour les déplacements professionnels et domicile-travail des salariés en 2017, en septembre 2018, un plan d'accompagnement à la mobilité durable. Cinq axes constituent le plan :

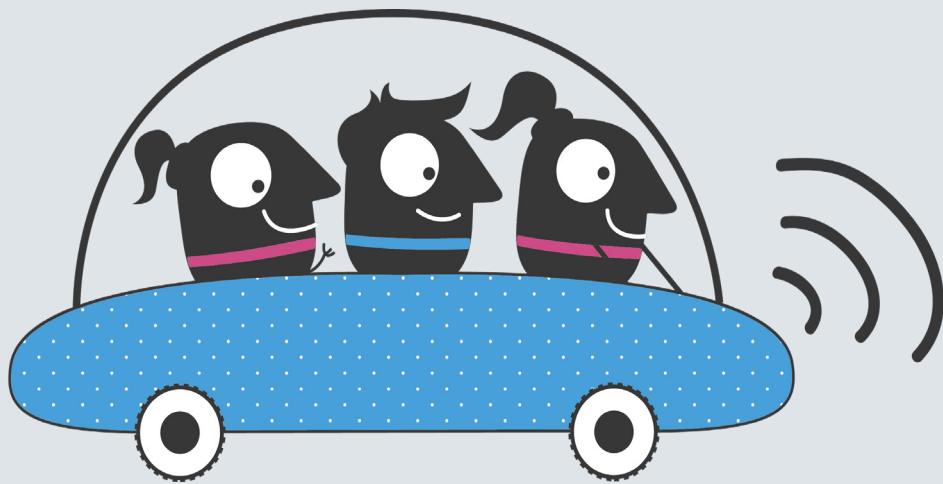
- > la conversion du parc automobile thermique vers l'électrique ;
- > l'expérimentation de la solution Sécurité sociale de covoiturage par la Caf de l'Isère ;
- > la mise en œuvre de l'indemnité kilométrique (Ik) pour les déplacements en vélo ;
- > la communication sur l'accessibilité des sites. À noter qu'en 2018, seuls 51 % des sites recevant du public était en conformité avec la réglementation ;
- > la sensibilisation des collaborateurs sur la mobilité durable accompagnée d'une fiche informative « L'électrique, pourquoi pas ? ».

Un questionnaire sur l'évaluation de la montée en charge de la mobilité durable a été intégré dans le plan national et sera complété par les Caf et la Cnaf courant 2019.

Les actions en matière de mobilité ont permis à la branche Famille d'exercer sa responsabilité environnementale :

- > conformément aux préconisations de son bilan carbone élaboré en 2015, sachant que l'empreinte carbone de la Branche liée aux déplacements est de 52 % ;
- > en réduisant l'usage et le nombre de voitures, réaliser ainsi des économies et contribuer à une meilleure santé des personnes grâce à la réduction du Co₂.

* Fin 2018, 25 % des Caf et la Cnaf avaient réalisé leur plan de mobilité



Isère : un laboratoire de covoiturage de la Sécurité sociale à la Caf

En 2018, la Caf de l'Isère a été choisie pour expérimenter une solution de covoiturage professionnel et domicile-travail pour l'ensemble de la Sécurité sociale. Ce site géographique a été retenu par la Cnaf par rapport aux priorités environnementales des acteurs locaux, outre les nombreuses réalisations de responsabilité sociale, sans oublier ses sites de coworking de proximité.

L'acquisition par la Caf de la solution nationale, développée par la Société Co-vivo, a été prévue début 2019 avec un déploiement progressif du covoiturage professionnel puis du domicile-travail, en association étroite avec les instances représentatives du personnel.

Afin de permettre aux autres organismes de la Sécurité sociale d'utiliser cette solution, la Cnaf a rédigé une convention d'adhésion au dispositif.

Le nombre de kilomètres parcourus par les salariés de la Branche, tous modes de déplacement confondus, a diminué de 11 % entre 2015 et 2018. En 2018, la part des kilomètres parcourus en voiture représentait, cependant, 56 % (contre 60 % en 2015).

IMMOBILIER : PRÉCONISATIONS À LA SUITE DU BILAN CARBONE

La Branche a mis en place les préconisations suivantes issues du bilan carbone dans le domaine immobilier :

- > la vente des bâtiments inutilisés. Une liste des bâtiments de la branche Famille à vendre a été établie, allant au-delà des bâtiments inoccupés pour rationaliser le patrimoine immobilier. À ce titre, un suivi des ratios des surfaces (supérieur à 12 m² par agent) a été réalisé ;
- > le maintien de la température des bâtiments à 19 degrés avec une réduction le week-end : cette consigne figure dans tous les documents de restitution ;
- > la rénovation du parc immobilier en commençant par les bâtiments les plus énergivores. Un suivi des consommations d'énergie a été réalisé, en prenant en compte les tendances des années précédentes des dix bâtiments les plus énergivores et des dix les plus performants en basse consommation, afin de déterminer les bonnes pratiques extrapolables et celles à stopper.

Par ailleurs, la Branche a réalisé une évaluation des plans d'actions de deux Caf (Guadeloupe et Bas-Rhin) et de la Cnaf les plus émissives de Ges en 2015. Le plan d'action de la Caf de la Guadeloupe lui a permis de diminuer les consommations d'énergie de 22 % grâce à son investissement pour le solaire ; la Cnaf a budgété, en 2019, l'amélioration du système de climatisation du site de Paris.

Entre 2015 et 2018, la consommation d'énergie de la Branche a diminué de 12 %.



Ardennes : le nouveau siège de la Caf, un bâtiment économe en énergie

Inauguré en 2018, le nouveau siège de la Caf des Ardennes répond parfaitement aux objectifs environnementaux du développement durable. Ce projet immobilier a permis :

- > de réduire de manière très importante les émissions de Ges et la consommation d'énergie (bâtiment à la norme réglementation thermique 2012) ; pour l'électricité, l'immeuble est équipé de luminaires en Led. Doté d'une ventilation double flux, le bâtiment permet de régler le chauffage et la climatisation à la température désirée dans chaque bureau ;
- > de répondre pleinement aux normes d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite, ce qui aurait été impossible dans le bâtiment précédent. Par ailleurs, la proximité de la gare facilite l'accès de la Caf tant pour les salariés que pour le public.

Tous sites confondus	2015	2016	2017	2018	Variation 2015/2018	Objectifs 2015/2018
Emission de gaz à effet de serre (1eq Co ₂)	657	635	528	482,76	- 26,52 %	- 8 %
Consommation d'énergie (électricité en kWh)	810 567	790 178	358 141	253 392	- 68,73 %	- 8 %
Consommation d'eau (en m ³)	2 213	2 396	1 051	693,52	- 68,66 %	-
Pourcentage d'Erp* accessibles	16,67 %	42,86 %	80 %	80 %	+ 379,90 %	-

* Erp : établissement recevant du public.

RÉDUCTION DES DÉCHETS : UN PLAN NATIONAL

Réduire, trier, recycler, valoriser localement les déchets, favoriser l'économie circulaire et sensibiliser les salariés, consommateurs et citoyens, sont les axes qui ont été retenus pour élaborer le plan national de prévention de production de déchets de la branche Famille.

Au-delà des obligations règlementaires de tri et recyclage des déchets de papier, métal, le plan comporte également une cartographie des parties prenantes de la Branche facilitatrices d'actions, ainsi que des illustrations d'actions réalisées par des organismes de Sécurité sociale.

Diffusé en 2018, le plan constitue l'un des axes de la feuille de route des achats responsables de la Cog 2018-2022, développée dans le chapitre sur la responsabilité économique.



La Cnaf se mobilise pour la réduction des déchets

Comme les années précédentes, la Cnaf a participé à la Semaine de la réduction des déchets, du 17 au 25 novembre 2018. Une semaine pour sensibiliser le public à la nécessité de réduire la quantité de déchets et donner des clés pour agir au quotidien. Le concept est basé sur la prévention des déchets, car le meilleur déchet est celui que l'on ne produit pas.

Sur le site de Paris de la Cnaf, deux actions ont été organisées :

- > l'établissement et service d'aide par le travail (Esat) qui collecte le papier pour le recycler, Petit Plus, a fourni des poubelles de grande capacité à chaque étage afin que les salariés puissent y jeter les surplus de papier, cartons à plat, magazines, brochures ;
- > un stand d'informations dans le hall de la Cnaf permettait au personnel de s'informer sur le tri des déchets.

Responsabilité sociale

En 2018, la branche Famille a poursuivi ses actions relevant de la Rse, fondées sur ses missions et ses valeurs de partage et de solidarité. Les parties prenantes internes comme levier d'action, la qualité de vie au travail, la mobilisation autour du handicap, les initiatives autour de la solidarité ont été quelques-uns des axes de Rse mis en œuvre dans l'année.

La Rse consiste à intégrer le développement durable – préoccupations sociales, environnementales et économiques – dans l'ensemble des activités d'une entreprise.

Il s'agit d'une démarche de performance globale qui requiert une implication des managers à tous les niveaux, un engagement au quotidien. Cela implique des changements de comportement qui nécessitent un accompagnement pour réaliser les projets autrement, faire évoluer les pratiques... Tous les salariés sont concernés.

Au quotidien, un chef de projet dans chaque Caf et à la Cnaf œuvre pour le développement durable, en lien avec la direction de projet au niveau national (trois personnes).

LES PARTIES PRENANTES INTERNES DE LA RSE : UN PUISSANT LEVIER D'ACTION

L'identification et l'implication des parties prenantes internes est très importante pour tout projet de développement durable. Par exemple, point fort de 2018, le plan de mobilité de chaque Caf et de la Cnaf a été coconstruit le plus souvent en s'appuyant sur une consultation du personnel. Ce plan a mobilisé les directions responsables et les correspondants Rh et ressources en lien avec les chefs de projets développement durable. Mais, au-delà, tous les métiers et tous les membres de l'entreprise sont concernés (voir le schéma ci-après).



UNE MOBILISATION DES ACTEURS POUR LE PLAN DE MOBILITÉ qui revisite les organisations





Hérault : salariés et partenaires s'impliquent pour le plan de mobilité

Pour son plan de mobilité, la Caf de l'Hérault a diffusé un questionnaire aux 700 salariés sur les habitudes de déplacement. Les résultats montrent qu'il est urgent d'agir pour diminuer l'utilisation des voitures, qui représente plus de 80 % des déplacements domicile-travail. En outre, les déplacements professionnels entre les deux sites principaux sont nombreux. En collaboration avec les collectivités en charge de la mobilité sur le département de l'Hérault, 7 objectifs du plan de mobilité et 22 actions associées ont été définis.

Pour impliquer de manière optimale les parties prenantes dans les projets de développement durable, la sensibilisation à ce domaine est nécessaire. Il s'agit de partager les connaissances, par exemple sur l'environnement, avec les risques d'extinction de la vie sur terre, lorsque la biodiversité diminue...

Loiret : La Rse à l'assemblée générale du personnel de la Caf

Lors des assemblées générales de la Caf du Loiret, moments privilégiés pour entretenir la cohésion et le partage des valeurs, un temps est consacré à un thème de culture générale. Le développement durable a été choisi en 2018.

Un conférencier de l'entreprise BioSphère a animé durant une heure et demie une conférence interactive sur le thème de la biodiversité : inventaire du vivant, diversité des écosystèmes et des organismes vivants, dépendances et interactions, bienfaits de la biodiversité, etc. Le personnel a été associé en répondant à des questions au moyen de boîtiers de vote électronique fournis par le prestataire. Les participants sont repartis avec des fiches pratiques récapitulant les valeurs clés et les écogestes significatifs.

AGIR EN FAVEUR DU HANDICAP

Les Caf versent des prestations et accompagnent les personnes en situation de handicap. La Rse consiste à sensibiliser, en interne, pour agir en faveur des salariés concernés et à mobiliser plus généralement autour de ce thème.

En 2018, la branche Famille a poursuivi sa mobilisation pour la Semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées (Seeph) en proposant la première édition des Trophées handicap de la Branche. À cette occasion une table ronde autour du handicap invisible avec des experts du domaine du handicap a été proposée aux responsables Rh.

En parallèle, une action de sensibilisation commune à l'ensemble des organismes de la Sécurité sociale a été proposée. La Mission nationale handicap « interbranche » a défini un programme en trois actions pour parler du handicap :

- > un quiz en ligne de sensibilisation au handicap en challenge interbranche ;
- > un stand de sensibilisation au handicap d'une demi-journée ou une journée : un kit d'outils de sensibilisation composé de vidéos, de kakémonos, de plaquettes d'information, sera proposé ;
- > un salon virtuel de recrutement via une plateforme spécialisée afin de favoriser la rencontre avec des demandeurs d'emploi handicapés et d'essaimer la politique handicap locale et nationale.

Les Caf ont également été encouragées à participer à des événements locaux. 150 actions (conférences, forum, job dating...) ont été organisées ou coorganisées par l'Association pour l'insertion sociale et professionnelle des personnes handicapées sur l'ensemble du territoire auprès des recruteurs ou du grand public. Les Caf y ont pris part et/ou ont organisé l'accueil de demandeurs d'emploi au sein de leur établissement avec l'opération Duoday.

La branche Famille a également participé, avec 2 239 participants, au challenge proposé aux organismes du régime général de la Sécurité sociale « Quel collègue êtes-vous ? ». Les taux de participation ont été les plus élevés dans les Caf des Alpes-de-Haute-Provence et de Charente.

En 2018, 60 % des Caf avaient mis en place une méthode favorisant la non-discrimination à l'embauche.

La contribution de la Branche à l'Association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (Agefiph) – fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (Fiphfp) a été de 442 386 euros, le taux d'emploi direct est de 5,98 % et le taux d'emploi global (y compris l'emploi chez les prestataires) de 7,72 %.



Tarn-et-Garonne : une politique handicap inclusive

La Caf du Tarn-et-Garonne participe depuis plusieurs années à la Semaine pour l'emploi des travailleurs handicapés, en accueillant des demandeurs d'emploi handicapés dans le cadre de l'action « un jour, un métier ».

Le service des ressources humaines de la Caf accompagne les salariés dans leurs démarches administratives de demande de reconnaissance de travailleur handicapé (Rqth). Actuellement, sur les 122 salariés, 8 sont déclarés handicapés. Une communication a été diffusée à l'ensemble du personnel afin de lui permettre de mieux comprendre les enjeux liés à ce statut et les démarches à accomplir.

Au-delà des actions de sensibilisation, la Caf favorise le maintien dans l'emploi des salariés handicapés en aménageant les postes de travail des personnes concernées. Le siège social de la Caf, construit en 2017, a été conçu pour être 100 % accessible, tant pour le public que pour les salariés.

Enfin, la Caf œuvre pour le maintien dans l'emploi en ayant recours au secteur protégé et adapté par l'achat de prestations à des Esat (entretien des espaces verts, nettoyage des vêtements de travail).

RSE ET QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL

L'année 2018 a vu le lancement d'une démarche qualité de vie au travail (Qvt) partagée de Branche. Sous le copilotage de la Cnaf et de la Caf du Bas-Rhin, onze Caf ont participé à l'élaboration de ce plan d'action de la qualité de vie au travail (Paqt).

Un des objectifs du plan vise à formaliser une politique Qvt de Branche reposant sur une définition commune : le Slac (sens, lien, activité, confort). Le Paqt a une vocation pragmatique et s'attache à identifier des actions concrètes, efficaces, traitant les problématiques de santé, de bien-être et de sécurité au travail. Son ambition est de conjuguer qualité de vie au travail et performance des Caf.

La première action phare du Paqt, conduite en 2018, a consisté en la réalisation d'un autodiagnostic Qvt, permettant à chaque Caf d'évaluer son niveau de maturité en matière de Qvt et d'identifier les thématiques à investir.



Tarn-et-Garonne : la parentalité en entreprise

La Caf du Tarn-et-Garonne a accueilli les familles des collaborateurs pour la première fois le 4 juillet 2018 lors d'une demi-journée de découverte.

Près de soixante-dix personnes étaient présentes, dont une trentaine d'enfants âgés de 9 mois à 15 ans.

Cet événement a été l'occasion de partager un moment de convivialité. À travers une visite guidée des lieux, les salariés étaient fiers d'expliquer à leurs enfants leur métier, de présenter leurs collègues et leur lieu de travail. Les enfants ont ainsi pu voir où leurs parents passaient leur journée pendant la semaine.

Un des thèmes déjà investi par la branche Famille est la conciliation entre la vie professionnelle et la vie familiale. Elle développe, par exemple, le télétravail. Celui-ci est en augmentation constante au sein de la branche Famille. En 2018, elle comptait :

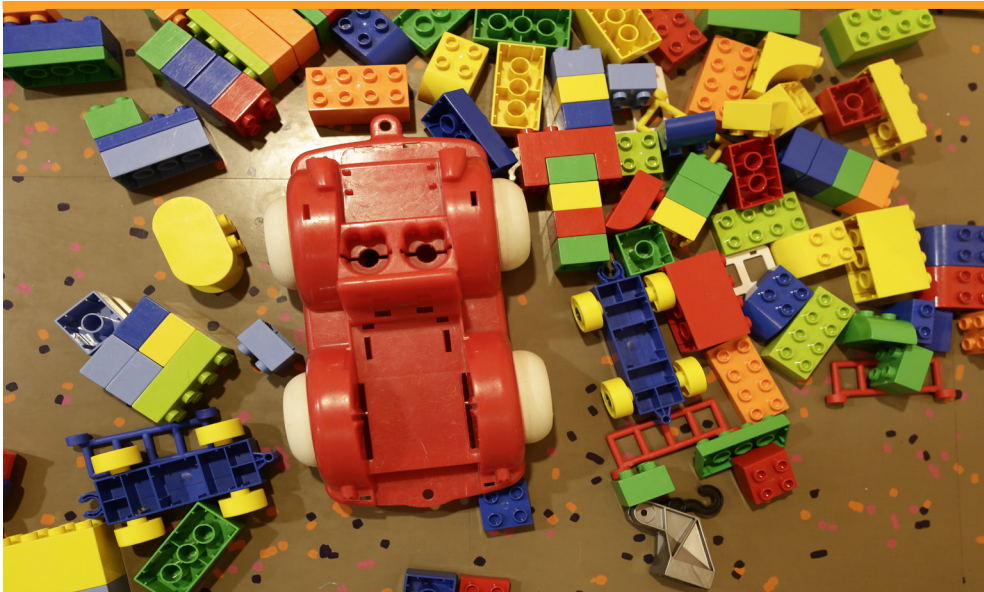
- > 2 694 télétravailleurs ;
- > 67 organismes concernés ;
- > 14 Caf et la Cnaf avec plus de 50 télétravailleurs.

La Branche propose également des actions à destination des enfants du personnel, comme les journées « Famille-entreprise ».

En 2018, 59 Caf avaient formalisé un document en faveur de la conciliation vie professionnelle et vie privée contre 37 Caf en 2015.

LA SOLIDARITÉ AU CŒUR DES ACTIONS DE LA BRANCHE FAMILLE

Les missions de la branche Famille s'exercent au service de la solidarité nationale, valeur forte de la responsabilité sociale. L'intégrer dans la vie au travail implique des actions concrètes en interne comme la campagne du don, les courses contre le cancer, le nettoyage des plages...



Noël solidaire à la Cnaf

En 2018, à l'occasion des fêtes de Noël, la Cnaf s'est montrée solidaire envers les personnes démunies. Le personnel de la Cnaf a collecté 360 jouets qu'il a donnés à la Fondation Abbé Pierre pour des enfants. Décembre solidaire a continué et là, ce sont 90 tickets restaurants qui ont été offerts pour un montant de 810 euros. Les tickets ont été envoyés à l'association Action contre la Faim, qui les a transformés en produits thérapeutiques destinés aux enfants âgés de moins de 5 ans malnutris. L'association aide aussi les populations à bénéficier d'eau potable et à mettre en place divers programmes pour se nourrir.

La responsabilité économique

Réinterroger les pratiques de consommation, acheter des produits plus respectueux de l'environnement, contribuer à l'insertion des personnes éloignées de l'emploi ou encore soutenir le tissu économique local, tels sont les objectifs du développement durable en matière de responsabilité économique. En 2018, la branche Famille a élaboré une feuille de route pour des achats responsables et a renouvelé un certain nombre de marchés en y intégrant les objectifs de développement durable.

LA FEUILLE DE ROUTE DES ACHATS RESPONSABLES DE LA BRANCHE FAMILLE

Enjeu majeur de la politique des achats, la feuille de route des achats responsables vise à des pratiques plus vertueuses pour répondre à des engagements forts :

- > maîtriser l'utilisation des ressources naturelles ;
- > intégrer l'économie circulaire dans la stratégie et le processus achat ;
- > faciliter l'insertion des personnes défavorisées ou en situation de handicap ;
- > promouvoir une relation fournisseur équilibrée et responsable ;
- > former, sensibiliser et associer les parties prenantes.

Cette feuille de route s'inscrit dans les engagements de la branche Famille en matière de Dd-Rse de la Cog 2018-2022.



Jour du dépassement de la Terre : la Branche s'engage !

En s'engageant à maîtriser l'utilisation des ressources, la branche Famille contribue à réduire la dette écologique. Il y a urgence : en sept mois, l'humanité a consommé toutes les ressources que la planète peut produire en un an. Depuis le 1^{er} août 2018 et jusqu'au 31 décembre, l'humanité vit à crédit et entame une seconde planète pour continuer à boire, à manger, à se chauffer, à se déplacer, à produire.

DE NOUVELLES EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES POUR LE MARCHÉ NATIONAL DE PAPIER

Le renouvellement du marché national pour la fourniture de papier a permis d'améliorer la performance environnementale du papier utilisé par les Caf. Les vingt-trois références du papier multifonctions comportaient soit des exigences de label, soit des critères environnementaux. Au regard de ces critères, l'offre présentant les meilleures qualités environnementales a été retenue. Toutes les références bénéficient de l'écolabel européen.

Entre 2015 et 2018, la Branche a diminué sa consommation de papier de 23 % en raison notamment des plans d'action mis en œuvre par plus de la moitié des Caf pour rationaliser leurs impressions (54 en 2018 contre 18 en 2015).

LA CONTRIBUTION DE LA BRANCHE AU MARCHÉ DE COVOITURAGE

La branche Famille a largement contribué aux travaux d'élaboration du cahier des charges qui ont conduit à l'attribution d'un marché, en 2018, pour l'ensemble des organismes de la Sécurité sociale portant sur la mise en œuvre d'une solution de covoiturage pour les déplacements professionnels et domicile-travail ; le groupe de travail, piloté par la Cnaf avec la participation de la Caf de l'Isère, s'est appuyé sur l'expérimentation de covoiturage multipartenarial territorial menée par la Caf de la Seine-Maritime.

UN MARCHÉ MUTUALISÉ POUR L'ACCUEIL EN LANGUE DES SIGNES FRANÇAISE

En 2018, la branche Famille a renouvelé son marché mutualisé en langue des signes française. Si la loi impose désormais aux services publics de rendre leurs accueils accessibles aux sourds et aux malentendants, la branche Famille a souhaité, dès 2014, prendre en compte, à l'accueil physique et au téléphone, les demandes de ses usagers déficients auditifs. Anticipant l'évolution de la réglementation, de nombreuses Caf adhèrent, depuis sa mise en œuvre, à ce marché mutualisé, qui leur permet de disposer d'interprètes en langue des signes.

DES ÉQUIPEMENTS DE SALLE DE COURRIER RECONDITIONNÉS

Les travaux de renouvellement du marché pour la fourniture d'équipements de salles de courrier ont été l'occasion d'intégrer les objectifs de l'économie circulaire ; les prestations de location et de maintenance de ces équipements portent désormais sur des matériels reconditionnés.

DES PRESTATIONS DE NETTOYAGE PLUS PERFORMANTES ET PLUS VERTUEUSES

La Branche a engagé, en 2018, des travaux relatifs aux prestations de nettoyage ; des préconisations ont été formulées en matière de gestion des consommables ou de gestion des déchets, pour favoriser l'insertion professionnelle ou encore pour concilier vie professionnelle et vie privée en autorisant le travail en journée et en continu.



Bas-Rhin et Ardennes : deux opérations responsables

Inauguré en mai 2018, l'immeuble du siège de la Caf du Bas-Rhin, certifié haute qualité environnementale (Hqe), a permis une économie d'énergie d'environ 20 %/m². Le bâtiment est largement vitré pour profiter pleinement de la lumière, au cœur d'un parc de verdure, près du centre-ville et accessible en transports en commun.

Grâce aux clauses sociales dans les marchés de travaux, près de 16 000 heures ont été effectuées par des personnes éloignées de l'emploi et 630 heures de formation ont été dispensées.

L'opération a permis de soutenir le tissu économique local : les 18 lots ont été attribués à 16 entreprises alsaciennes, 3 autres sont implantées dans la région Grand-Est ; de nombreux contrats de sous-traitance ont permis à des salariés de la région de participer à la construction.

Le nouveau siège de la Caf des Ardennes (lire également le chapitre sur la responsabilité environnementale) a permis une baisse significative de la consommation d'électricité (- 68,73 % entre 2015 et 2018) - l'immeuble est équipé de luminaires en Led -, d'eau (- 68,66 % pour la même période) et d'achats de papier (- 48,64 % pour la même période).

L'intégralité des biens mobiliers ont été renouvelés : les « anciens » biens ont été cédés au personnel, à des associations locales et au nouvel acquéreur du bâtiment, service public hospitalier.

Sur les 12 entreprises qui ont participé au chantier de construction, 10 sont locales.

ÉVALUATION

L'outil informatique Perl's - plan d'écoresponsabilité local et social - fournit aux branches de la Sécurité sociale des indicateurs de suivi en matière de développement durable. Voici le tableau des résultats de la branche Famille pour l'année 2018.

GOUVERNANCE		2018			Objectif fixé
		En valeur	En %	Fin 2018	
ENJEU 1 INSCRIRE LES ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT DURABLE AU CŒUR DE LA PRISE DE DÉCISION					
OBJECTIF 1					
Sensibiliser les dirigeants à l'intégration des enjeux de développement durable dans l'exercice des missions de la Sécurité sociale	% d'organismes ayant présenté leur plan d'action ou rapport annuel devant leurs instances décisionnelles (comité de direction, conseil d'administration)	39	39	100	%
OBJECTIF 2					
Fixer un objectif individuel de développement durable aux dirigeants	% d'agents de direction ayant au moins un objectif annuel de développement durable	136	26,77		
OBJECTIF 3					
Adapter les référentiels emploi en intégrant les enjeux de développement durable et en identifiant les activités et les compétences en lien avec ces enjeux	L'Ucanss et les caisses nationales s'engagent à revoir le répertoire des métiers afin d'intégrer la dimension de développement durable dans nos missions				
ENJEU 2 RENFORCER LA MATURITÉ DES ORGANISMES DANS LA DÉMARCHE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET LEUR IMPLICATION DANS LES TERRITOIRES					
OBJECTIF 1					
Associer les parties prenantes (internes et externes) à la prise de décision	À compter de 2017, % d'organismes ayant réalisé la cartographie de leurs parties prenantes internes et externes	8	8		
OBJECTIF 2					
Dialoguer avec les acteurs locaux (parties prenantes externes)	% d'organismes ayant réalisé des actions sur les territoires avec les acteurs locaux (parties prenantes externes)	58	58		
ENJEU 3 VALORISER NOS ACTIONS ET NOS RÉSULTATS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE					
OBJECTIF 1	% d'organismes ayant communiqué en interne sur leurs actions de développement durable	83	83	100	%
	Communiquer en interne et en externe sur la démarche de développement durable	% d'organismes ayant médiatisé en externe le rapport annuel, un plan d'action développement durable ou toute autre action spécifique	17	17	100 %
OBJECTIF 2					
Évaluer le retour sur investissement des actions de développement durable	Définir une méthodologie d'estimation du « retour sur investissement » afin de valoriser auprès des organismes de Sécurité sociale la démarche de développement durable tenant compte de leur efficience				

ENVIRONNEMENT		2018			Objectif fixé
		En valeur	En %	Fin 2018	
ENJEU 1 ÉVALUER ET MAÎTRISER L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL DE NOS ACTIVITÉS					
OBJECTIF 1					
Réduire les émissions de gaz à effet de serre des organismes de Sécurité sociale	Émissions de Ges exprimées ente ^q Co ₂	137 748	- 9 %	- 8 %	
ENJEU 2 POURSUIVRE L'INTÉGRATION DES ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LA GESTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER					
OBJECTIF 1					
Améliorer la performance énergétique du patrimoine immobilier	Consommation d'énergie corrigée (exprimée en Kwh Dju ¹)	134 211 104	- 12 %	- 8 %	
OBJECTIF 2					
Favoriser l'accessibilité et la circulation dans nos bâtiments	% d'établissements recevant du public mis en conformité avec la réglementation relative à l'accessibilité des personnes handicapées	453	55,86	75 %	
OBJECTIF 3					
Promouvoir une gestion durable des ressources par l'adoption de comportements vertueux (eau, papier, déchets)	Consommation de papier en tonnes	1 730			
	% d'organismes ayant mis en place un plan de traitement des déchets	51	51		
ENJEU 3 S'ENGAGER EN FAVEUR DE LA MOBILITÉ DURABLE					
OBJECTIF 1					
Limiter les déplacements en déployant des solutions alternatives	Nombre d'équipements installés (vidéo et visioconférence...)	5 854			
	Nombre de km parcourus par an (train, voiture, avion)	49 014 195			
	Distance parcourue en train (déplacements professionnels)	12 433 167	25,37		
	Distance parcourue en voiture (déplacements professionnels)	27 418 586	55,94		
	Distance parcourue en avion	9 162 442	18,69		
OBJECTIF 2					
Développer une flotte automobile performante	% de la flotte émettant moins de 110g de Co ₂ /km	1 285	69,42	80 %	

1. Le degré jour unifié (Dju) permet de réaliser des estimations de consommation thermique en proportion de la rigueur de l'hiver ou de la chaleur de l'été.

SOCIAL

		2018		Objectif fixé
		En valeur	En %	Fin 2018
ENJEU 1 GARANTIR LA NON-DISCRIMINATION DANS L'ACCÈS À L'EMPLOI				
OBJECTIF 1				
Sécuriser les processus de recrutement	% d'organismes ayant mis en place une méthode favorisant la sécurisation des processus d'embauche	60	60	80 %
OBJECTIF 2				
Taux d'emploi légal des salariés en situation de handicap	Taux d'emploi légal des salariés en situation de handicap	7,72		
OBJECTIF 3				
Développer l'insertion durable des jeunes dans l'emploi	Part des « - 26 ans » dans les embauches (Cdi)	147	18,13	
ENJEU 2 ASSURER L'ÉGALITÉ DE TRAITEMENT ET RENFORCER LE MAINTIEN DANS L'EMPLOI TOUT AU LONG DE LA VIE PROFESSIONNELLE				
OBJECTIF 1				
Développer les actions relatives au maintien dans l'emploi, notamment des personnes en situation de handicap et des seniors	Part des publics suivants parmi les bénéficiaires de la totalité des dispositifs de formation au regard de leur poids dans les effectifs :			
	Seconde partie de carrière (45 ans et plus)	9 650	62,59	
	Salariés en situation de handicap	957	51,95	
OBJECTIF 2				
Poursuivre les actions de sensibilisation et de suivi portant sur la diversité	% d'organismes ayant mis en œuvre une action de sensibilisation sur la diversité (handicap, seniors, égalité hommes-femmes...)	37	37	100 %
	% de femmes sur la totalité des effectifs (Cdi)			
	dont employées	21 324	84,33	
	dont cadres	4 585	68,24	
	dont agents de direction	270	52,12	
	dont managers	3 097	69,02	
OBJECTIF 3				
Renforcer la transmission des savoirs, notamment par la fonction tutorale				
ENJEU 3 S'ENGAGER EN FAVEUR DE LA QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL				
OBJECTIF 1				
Intégrer le principe de performance sociale dans nos modes de management, notamment en matière d'accompagnement du changement				
OBJECTIF 2				
Développer les démarches de prévention de la santé au travail contributrices d'une meilleure qualité de vie au travail	% d'organismes ayant formalisé tout document de bonnes pratiques favorisant la conciliation vie professionnelle/vie personnelle (ex. : plan d'action, guide de bonnes pratiques, notes de service...)	59	59	80 %
OBJECTIF 3				
Favoriser l'expression des salariés sur leur place et leur contribution dans l'organisation	% d'organismes ayant mis en place un plan d'action ou un accord sur la qualité de vie au travail	83 ont mis un plan d'actions s/qualité de vie au travail 13 ont mis en place un accord s/qualité de vie au travail	83 % ont mis un plan d'actions s/qualité de vie au travail 13 % ont mis en place un accord s/qualité de vie au travail	

ÉCONOMIQUE

		2018		Objectif fixé
		En valeur	En %	Fin 2018
ENJEU 1 L'ACHAT RESPONSABLE - CRÉATION DE VALEUR ET LEVIER D'OPTIMISATION DES COÛTS				
OBJECTIF 1				
Évaluer la création de valeur de l'achat responsable	% de marchés comportant une clause environnementale	49,76		
	% des organismes ayant sensibilisé ou formé leurs acheteurs au coût global	52	52	
OBJECTIF 2				
Réduire et optimiser les coûts	% d'organismes ayant mis en place un plan d'action pour rationaliser les moyens d'impression (ex. : consommables, papier, nombre d'imprimantes réseau...)	54	54	
ENJEU 2 L'ACHAT RESPONSABLE - LEVIER POUR L'INSERTION DES PERSONNES EN DIFFICULTÉ ET DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP				
OBJECTIF 1				
Développer les clauses d'insertion en faveur des personnes éloignées de l'emploi dans les marchés de travaux, services et prestations intellectuelles	Nombre d'heures de travail exécutées dans le cadre de clauses sociales (hors handicap)	43 665		
	Nombre d'organismes ayant eu recours à un facilitateur dans le cadre d'une passation de marché	13	13	
	Nombre de marchés (> à 20 000 € Ht) comportant une clause sociale	151	24,01	18 %
OBJECTIF 2				
Développer l'achat auprès du secteur adapté et protégé	Nombre d'unités bénéficiaires prises en compte dans la participation employeur, dans le cadre de marchés passés auprès des Ea/Esat¹	146,87		
	• Nombre de marchés • Volume d'achats auprès du secteur protégé et adapté	115 2 030 689,94 euros		15 millions d'euros
ENJEU 3 L'ACHAT RESPONSABLE - SOUTIEN AU TISSU ÉCONOMIQUE ET ACCÈS AUX PME/TPE				
OBJECTIF 1				
Réduire et maîtriser les délais de paiement	Nombre d'organismes ayant mis en place une mesure de maîtrise des délais de paiement (ex. : carte achat, plan de contrôle)	70	70	
OBJECTIF 2				
Concilier les stratégies d'achat groupé et les économies d'échelle avec la nécessité de préserver l'équilibre des plus petites entreprises	Répartition en % pour les Pme du montant total des marchés recensés par l'Observatoire de l'achat	31,15		

1. Ea/Esat : entreprises adaptées / établissements et services d'aide par le travail.

Directeur de la publication : **Vincent Mazauric**

Rédactrices en chef : **Brigitte Pietrala et Véronique Kassai**

Rédaction : **Véronique Kassai**

Comité de rédaction : **Jérémie Audouin, Ella Kehren, Fabienne de Oliveira,
Bernadette Reyt, Martine Sclarsic, Fatima Taalba, Tania Trésor, Frédéric Vabre**

Conception graphique : **Frédérique Chapelle**

Mise en page : **Sylvie Monsavane**

Merci aux Caf qui ont participé au septième rapport développement durable.



Caisse nationale des Allocations familiales
32 avenue de la Sibelle
75685 Paris Cedex 14
www.caf.fr